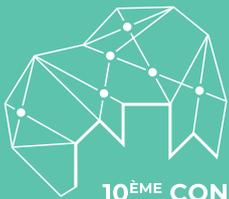


# Les Conditions d'Aalborg

Libérer le plein potentiel de la gouvernance locale dans la transformation démocratique vers une Europe climatiquement neutre, équitable et résiliente

Shared Governance  
Integrated Finance  
Cohesive Transition



10<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE EUROPÉENNE  
SUR LES VILLES DURABLES

AALBORG | DANEMARK | 1 - 3 OCTOBRE 2024

Les conditions d'Aalborg ont été élaborées sur la base d'un mouvement européen en faveur des villes durables (*European Sustainable Cities*) au cours des 30 dernières années, en réponse aux accords et politiques mondiaux et européens. Elles s'appuient sur des jalons tels que :

- la **Charte d'Aalborg** (1994) qui présente un processus de consultation locale,
- les **Engagements d'Aalborg** (2004) qui présentent les objectifs au niveau local,
- la **Déclaration Basque** (2016) qui présente le concept de "changement systématique" (*systemic change*) et
- le **Message de Mannheim** (2020) qui présente les *Local Green Deals*.

Ils reflètent et répondent, entre autres, au Programme de développement durable des Nations-Unies et aux ODD à l'horizon 2030, à l'Accord de Paris, au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, ainsi qu'à la Nouvelle charte de Leipzig, au *Green Deal* de l'UE et à l'intérêt accru pour l'implantation de mesures en faveur de la neutralité climatique et de la compétitivité au sein de l'UE.

## LA SPIRALE DE L'INACTION

La conscience et la connaissance du public concernant les crises environnementales mondiales comme le changement climatique, la perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes se sont accrues ces dernières années. Des progrès considérables ont été faits, néanmoins, les données récentes prouvent qu'ils n'ont pas été suffisants et qu'il est à présent urgent de redoubler d'efforts. Dans le même temps, la fenêtre d'opportunité permettant une atténuation efficace des effets de ces crises ne cesse de rétrécir.

La pression exercée pour mettre en œuvre des mesures plus ambitieuses dans des délais plus

courts accélère non seulement le rythme du changement, mais amplifie également les coûts et les investissements immédiats nécessaires. Cette situation suscite des craintes de surcharge pour certains groupes sociaux et individus.

Les réactions et les messages simplistes qui visent uniquement à dissiper ces craintes ne permettent pas de résoudre de manière adéquate les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Ils entravent au contraire une transformation cohésive et démocratique de nos sociétés, étouffent l'innovation et retardent encore plus les changements nécessaires pour surmonter les crises.

Dans les faits, cela risque de conduire à une détérioration accélérée des écosystèmes mondiaux et une fréquence accrue d'événements désastreux et d'impacts non désirés. L'augmentation du nombre de désastres et de crises inattendues entraînera probablement une demande encore plus forte de réponses rapides et décisives à court terme, ce qui comporte le risque d'une gestion mal préparée, injuste et descendante de la transformation - contraire aux demandes des populations.

## LE POTENTIEL DE LA GOUVERNANCE LOCALE

Les villes et régions urbaines diffèrent au niveau de leur situation géographique, la structure de leur économie, leur évolution historique et la composition de leur population. Par conséquent, les impacts potentiels du changement climatique, de la pollution ou de la perte de biodiversité auxquels elles sont confrontées varient également. Toute stratégie européenne et nationale de transformation vers la neutralité climatique et la résilience devra donc être implantée au niveau local. Des milliers de villes et de gouvernements locaux ont à ce jour rédigé des plans intégrés pour le climat et l'énergie, des stratégies de protection de la biodiversité et de la nature, des plans de mobilité durable urbaine, des *Local Green Deals* ou des *Climate City Contracts* pour répondre

aux défis en cohérence avec les objectifs européens et mondiaux. Dans la plupart des cas, les parties prenantes locales et la société civile ont participé à ces processus.

Dans un contexte de flux permanent de messages courts, d'informations rapides et parfois contradictoires, les villes et gouvernements locaux apportent une base à long terme pour la transition en travaillant en co-création avec leurs citoyens et toutes les parties prenantes impliquées. Représentant le niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, elles doivent apporter des résultats tangibles de manière transparente et responsable, ce qui les amène à se concentrer sur la question de la mise en œuvre et à adopter une approche inclusive pour trouver des solutions locales aux défis locaux. Les gouvernements locaux jouent ainsi un rôle clé dans la sauvegarde de la démocratie, notamment pour assurer une transformation démocratique de nos sociétés. C'est à leur niveau que se trouve le plus grand potentiel pour convertir les menaces et les fardeaux perçus en une vision positive partagée d'une Europe climatiquement neutre, équitable, compétitive et résiliente.

## NOUS JOIGNONS LE GESTE À LA PAROLE.

Nous, villes et gouvernements locaux, avons créé des stratégies et des projets intégrés ambitieux réussis en faveur du climat et du développement durable en Europe. Nous passons des accords avec les entreprises et la société civile afin de nous assurer que toutes les parties locales impliquées s'approprient la transformation. Grâce à la transformation de milliers de villes en Europe, nous créons des marchés pour les industries propres et des emplois pour la population, et nous renforçons la résilience et la compétitivité de l'Europe et de ses pays. Nous joignons le geste à la parole et nous sommes prêts à :

- **Établir un leadership fort** dans nos gouvernements locaux et leurs services publics afin d'implanter des stratégies et des plans

d'action intégrés ambitieux en matière de climat et de développement durable.

- Soutenir nos stratégies et nos plans d'action avec des **plans d'investissement** adéquats.
- Accélérer le passage du savoir à l'action en donnant la priorité aux stratégies et aux plans d'action en faveur du climat et du développement durable lorsque nous décidons de **l'affectation des ressources humaines et financières**.
- Planifier nos investissements en nous basant sur des objectifs climatiques et de développement tangibles et mesurables et **communiquer nos résultats sur une base régulière**.
- Communiquer et rester en contact avec nos citoyens, discuter et **expliquer clairement les défis et les améliorations** qui découlent de la transformation.
- Identifier et prendre en charge les groupes locaux confrontés à des difficultés en raison des actions mises en place et garantir qu'une **compensation adéquate est bien accordée aux personnes qui ne sont pas en mesure** d'assumer la contribution qui leur est demandée.
- Nous impliquer dans une **collaboration constructive, permanente avec nos gouvernements nationaux** pour garantir les meilleures conditions législatives, fiscales et financières pour la transformation.

## MAIS NOUS NE POUVONS FAIRE LE TRAVAIL SEULS.

Nous invitons les gouvernements nationaux et les institutions de l'Union européenne à entamer une collaboration réelle et sérieuse avec les gouvernements locaux afin de créer les conditions-cadres dont nous avons besoin pour mettre en place ensemble la transformation.

# Condition 1 : Shared Governance

**Reconnaissance :** Nous devons disposer des pouvoirs nécessaires pour jouer le rôle clé qu'ont les villes et les gouvernements locaux dans le système de gouvernance multi-niveaux afin de garantir une transformation réussie et démocratique de nos sociétés vers la neutralité climatique, l'équité et la résilience.

**Respect :** Nous devons jouer un rôle actif dans tous les processus législatifs pertinents à tous les niveaux étant donné que les villes et les gouvernements locaux constituent le niveau exécutif mettant en œuvre une grande partie de la réglementation européenne et nationale et des objectifs politiques - pour parvenir à une meilleure législation soutenant une meilleure mise en place.

**Réglementation flexible :** Nous avons besoin d'une réglementation et de politiques adaptatives à tous les niveaux de gouvernance, capables de prendre en compte les solutions innovantes issues des stratégies locales intégrées en faveur de la neutralité climatique et de la durabilité.

**Dialogue :** Nous avons besoin d'un échange et d'une collaboration continue à tous les niveaux de gouvernance, permettant de réviser les réglementations obsolètes, d'éliminer les obstacles réglementaires et de créer des espaces expérimentaux essentiels pour tester des approches et des solutions innovantes ou alternatives au sein de nos villes et nos villages.

**Objectifs communs :** Nous avons besoin que les politiques et les réglementations nationales et européennes soient plus concentrées sur les objectifs et moins sur les détails de la manière dont cela devrait être fait.

**Des comptes-rendus (reporting) unifiés homogène :** Nous avons besoin de cadres de suivi et de reporting unifiés dans les domaines de la neutralité climatique, l'équité et la résilience. Ils doivent être rigoureux et suffisamment pertinents pour suivre les résultats et montrer les progrès tout en minimisant les charges administratives que représente l'alimentation de ces cadres en données.

**Nouvelles données :** Nous avons besoin d'accéder aux données importantes à partir de plusieurs sources pour le suivi et l'établissement de rapports - notamment les données satellite et le crowdsourcing - et recourir à l'intelligence artificielle pour soutenir ce processus lorsque cela est possible.



## Condition 2 : Integrated Finance

**Confiance** : Les mécanismes de financement public à tous les niveaux de gouvernance doivent reposer sur la confiance dans les connaissances et l'expertise des collectivités locales et de leurs partenaires, ainsi que dans les stratégies, les plans d'action et les solutions locales qu'ils ont élaborés.

**Échelle adéquate** : Nous devons abandonner les programmes de financement fragmentés et à petite échelle au profit d'un financement-cadre à grande échelle pour les villes et les gouvernements locaux, basé sur des plans d'action et des plans d'investissement connexes. Des objectifs d'impact clairement définis permettraient de réduire les charges administratives et les coûts de transaction.

**Alignement vertical et horizontal** : Nous avons besoin d'une meilleure coordination des programmes de financement pour les villes et les gouvernements locaux à tous les niveaux de gouvernance, ainsi que d'une meilleure intégration des programmes entre les ministères et les départements à chaque niveau.

**Horizons temporels réalistes** : Nous devons passer d'un financement à court terme basé sur des projets à un financement à plus long terme, stratégique et axé sur les objectifs, qui permette aux villes et aux gouvernements locaux de mettre en œuvre des stratégies et des plans d'action de manière fiable au fil du temps.

**Accès** : Les villes et les collectivités locales doivent avoir accès aux programmes pertinents de financement des investissements directs au niveau de l'UE. Des parts considérables de tous les fonds européens pertinents doivent être exclusivement réservées et directement accessibles aux villes et aux gouvernements locaux sur la base de plans d'action et d'indicateurs clés de performance clairement définis.

**Financement mixte** : Nous avons besoin d'une meilleure réglementation et d'un meilleur soutien pour développer des solutions structurelles innovantes permettant d'intégrer une part plus importante de financements et d'investissements privés pour la mise en œuvre de mesures et de projets nous permettant d'atteindre nos objectifs en matière de climat, d'équité et de résilience.

**Désinvestissement** : Nous avons besoin d'une infrastructure de financement nationale et européenne actualisée et adaptée à son objectif. Tout soutien financier à des pratiques qui compromettent la transformation vers la neutralité climatique, l'équité et la résilience doit être progressivement supprimé afin de renforcer la compétitivité économique future de l'Europe.

# Condition 3 : Cohesive Transition

**Sensibilisation** : Nous devons reconnaître et aborder collectivement le fait que la transformation rapide vers la neutralité climatique, l'équité et la résilience entraîne des défis culturels et économiques et suscite des craintes pour une partie considérable de notre population.

**Transparence** : Nous avons besoin d'une communication claire et ouverte à tous les niveaux de gouvernance au sujet des impacts positifs et négatifs de chaque étape de la transformation, non seulement concernant le climat mondial, mais également notre propre pays, région, ville et chaque individu.

**Communication attrayante** : Nous avons besoin d'une communication cohérente présentant sous un jour positif la transformation à tous les niveaux de gouvernance. Ce discours doit mettre en valeur les avantages pour tous de la modernisation des systèmes fondamentaux de la société, tant pour les générations actuelles que pour les générations futures, en mettant particulièrement l'accent sur le domaine de la santé humaine.

**Autonomisation** : Nous devons veiller à ce que tous les groupes de la société se considèrent comme des acteurs plutôt que des observateurs dans la transformation vers la neutralité climatique, l'équité et la résilience. Cela nécessitera des approches plus participatives dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et des plans d'action à tous les niveaux de gouvernance, ainsi que davantage d'opportunités de dialogues sociétaux.

**Revalorisation des compétences** : Nous avons besoin d'investir dans le renforcement et la mise à jour des capacités des personnes travaillant dans l'industrie, le commerce et l'administration publique afin qu'elles disposent des compétences, des connaissances et des ressources nécessaires pour piloter et mettre en œuvre efficacement des solutions innovantes.

**Prévisibilité** : Nous avons besoin que les modifications du cadre fiscal et juridique comme les taxes sur l'utilisation des ressources ou l'abandon progressif des technologies et pratiques non durables, soient mises en œuvre par étapes fiables et prévisibles sur une longue période. Cela permettra aux gouvernements locaux, aux entreprises et aux individus particuliers de prendre des décisions et de faire des choix dans une perspective d'avenir et de rendre gérables les risques associés.

**Avancer ensemble** : Nous avons besoin d'aide pour atténuer les effets économiques des initiatives de transformation sur les groupes vulnérables ou marginalisés, dont ceux confrontés à la pauvreté énergétique ou à des obstacles empêchant leur mobilité, leur accès au logement et leur accès aux services essentiels. Il est crucial de mettre ce soutien en place sans ajouter de nouvelles complexités bureaucratiques, à quelque niveau administratif que ce soit.

# Approuver les Aalborg Conditions

Les conditions d'Aalborg ont été lancées lors de la 10ème Conférence européenne des villes durables qui a eu lieu du 1er au 3 octobre 2024 à Aalborg, au Danemark, à l'occasion du 30ème anniversaire de la Charte d'Aalborg et du 20ème anniversaire des Engagements d'Aalborg. Environ 500 participants se sont unis lors de cette conférence autour des Conditions d'Aalborg.

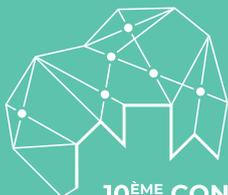
Elles s'adressent aux gouvernements nationaux d'Europe ainsi qu'aux institutions de l'Union européenne.

**L'approbation des Conditions d'Aalborg est ouverte et toutes les villes et tous les citoyens sont invités à exprimer leur soutien aux Conditions à cette adresse : [aalborg2024@iclei.org](mailto:aalborg2024@iclei.org)**

Pour plus d'information, veuillez nous contacter à : [conferences.sustainablecities.eu](https://conferences.sustainablecities.eu)

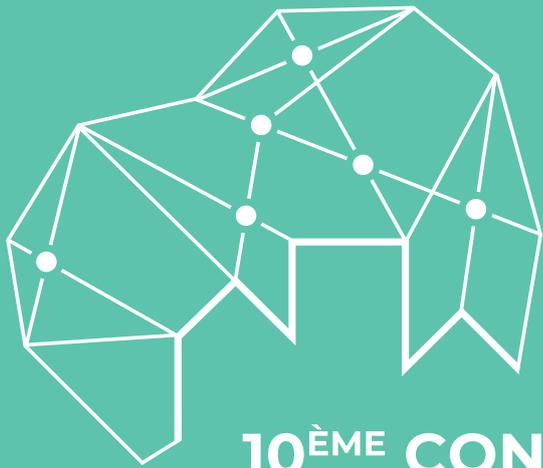


**Aalborg  
Kommune**



**10<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE EUROPÉENNE  
SUR LES VILLES DURABLES**

AALBORG | DANEMARK | 1 - 3 OCTOBRE 2024



# 10<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE EUROPÉENNE SUR LES VILLES DURABLES

AALBORG | DANEMARK | 1 - 3 OCTOBRE 2024